

de l'incursion marocaine

(1^{re} partie)

**Par Mostefa Zeghlache,
ancien cadre au ministère
des Affaires étrangères**

diplomatie dépourvu d'arrière-pensées à l'égard de l'Algérie. Sans verser dans l'alarmisme, et tout chauvinisme algérien mis à part, on peut facilement comprendre que l'agitation marocaine, à notre frontière méridionale, a de quoi inquiéter. L'alibi en est la position de notre pays à l'égard de la question du Sahara occidental.

La surenchère sur la question du Sahara occidental

Tous les paramètres utilisés ou susceptibles de l'être par les politologues comme par les juristes, et les différentes résolutions de l'OUA/UA et de l'ONU l'attestent, pour qualifier la situation du Sahara occidental aboutissent à la conclusion qu'il s'agit là d'un territoire non autonome, auquel s'applique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à l'autodétermination, tel qu'établi par la Charte des Nations unies en 1945 et conforté et réaffirmé par la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 de l'Assemblée générale des Nations unies ainsi que le Pacte sur les droits civils et politiques du 16 décembre 1966, spécifiant tous que «tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes». Ce droit est inaliénable et constitue une norme impérative du droit international, ou *jus cogens*. La communauté internationale est unanime à ce sujet, sauf le royaume du Maroc dont les autorités persistent à vouloir faire croire qu'il s'agit d'un différend avec l'Algérie.

Il n'y a pas lieu de s'étendre sur la longue et tragique histoire du peuple sahraoui depuis le retrait de l'ex puissance coloniale, l'Espagne. Beaucoup a été dit et écrit par des instances et des spécialistes mieux au fait des différentes facettes de cet épineux problème qui constitue, entre autres, un sérieux obstacle à l'édification de l'espace maghrébin. L'occupation marocaine dure depuis près de 40 ans au mépris de la volonté du peuple sahraoui et de la légalité internationale. En plus de sa persistance, la question sahraouie tend, aujourd'hui, à prendre une nouvelle dimension avec l'émergence de la problématique des droits de l'homme. En effet, conformément aux conventions de Vienne de 1864 et surtout d'août 1949 qui définissent les règles de protection des personnes, notamment les civils, en cas de conflit armé. Dans ce cadre, la puissance occupante est tenue au respect de ses obligations, notamment s'agissant de la protection des personnes qui ne participent pas au conflit. Ces conventions constituent la base de ce qu'on appelle aujourd'hui le droit humanitaire. La politique répressive des autorités marocaines dans les territoires sahraouis est assimilée à une atteinte aux droits de l'homme, dont la protection, en cas de défaillance de l'autorité occupante, est dévolue aux Nations unies. La position sahraouie est soutenue par l'Algérie comme par beaucoup d'autres pays du tiers-monde et des organisations humanitaires et de la société civile, notam-

Mais à y regarder de près, cette démarche ressemble à tout sauf à un ballet diplomatique dépourvu d'arrière-pensées à l'égard de l'Algérie. Sans verser dans l'alarmisme, et tout chauvinisme algérien mis à part, on peut facilement comprendre que l'agitation marocaine, à notre frontière méridionale, a de quoi inquiéter. L'alibi en est la position de notre pays à l'égard de la question du Sahara occidental.

ment occidentales. Cette nouvelle dynamique irrite beaucoup les autorités marocaines qui y voient l'œuvre de l'Algérie. Comme en témoigne la déclaration de Mohammed VI du 6 novembre 2013, lors de la célébration du 38^e anniversaire de l'invasion du Sahara occidental — la marche verte — : «C'est dire que le Maroc refuse de recevoir des leçons en la matière surtout de la part de ceux qui bafouent systématiquement les droits de l'homme. Quiconque souhaite surenchérir sur le Maroc n'a qu'à

descendre à Tindouf et observer dans nombre de régions alentours les atteintes portées aux droits de l'homme les plus élémentaires.» On ne peut être plus clair à l'égard de l'Algérie. Ne se contentant apparemment pas de déclarations et de communiqués officiels, le makhzen est allé loin dans ses manœuvres contre l'Algérie en organisant une violation en bonne et due forme des locaux du consulat général d'Algérie à Casablanca, le 1^{er} novembre 2013. Durant ce grave incident diplomatique, l'intrus marocain a même arraché l'emblème national, de surcroît un 1^{er} novembre, une date ô combien symbolique pour le peuple algérien ! L'Algérie a encaissé le coup et évité le piège de la provocation gratuite.

De même, l'Algérie avait été accusée de refoulements de ressortissants syriens vers le Maroc et les gardes-frontières algériens, eux, ont été accusés d'avoir tiré... deux coups de feu contre un poste-frontière marocain dans la région du Figuig, à la frontière commune.

Par ailleurs, et comme prévu, lorsque cela est possible, le Maroc compte sur ses alliés africains pour ressortir la question sahraouie à son avantage. C'est notamment le message délivré par le ministre guinéen des Affaires étrangères à la presse marocaine, à la veille de la visite de Mohammed VI à Conakry : «La Guinée défend et soutient la proposition d'autonomie et nous allons réaffirmer cette position.»

Depuis, une ligne de «défense» aux barbelés aurait été érigée par la partie marocaine ! En fait, la raison essentielle de cette agitation-provocation est une réponse maladroite des autorités marocaines au renforcement des mesures de sécurité et de contrôle décidées récemment par les autorités algériennes

dans leur lutte contre la contrebande qui saigne l'économie nationale, notamment concernant le trafic illégal de carburants. Au point où les autorités marocaines ont été contraintes... d'augmenter le prix des carburants au Maroc !

Pourtant, cette situation n'est ni nouvelle ni inédite, elle dure depuis le départ, en 1974, de la puissance tutélaire espagnole et l'occupation marocaine d'une grande partie du territoire sahraoui — à l'origine partagé avec la Mauritanie — et le soutien de principe de l'Algérie à la cause sahraouie. L'espoir demeure de voir les autorités marocaines prendre en considération les aspirations de leur peuple et le courage de lancer une nouvelle «marche verte», légitime, celle-là pour libérer une partie du territoire marocain, les enclaves de Ceuta et Melilla, encore sous occupation étrangère. C'est dans ce contexte peu propice à des relations sereines et apaisées de bon voisinage et de coopération avec l'Algérie

qu'intervient la récente tournée du souverain marocain dans la région et plus particulièrement au Mali.

D'abord, on constate qu'avec la visite au Mali, la question de la RASD n'est plus une ligne rouge infranchissable dans la stratégie marocaine en Afrique. Le Mali avait reconnu la RASD le 4 juillet 1980. Il avait été retiré de la liste des pays à visiter par Mohammed VI, en 2004, pour cette raison. Et voilà que ce pays devient «fréquentable» au point d'être visité à deux reprises en moins de 6 mois. Quel revirement !

D'ailleurs, les autorités maliennes demeurent fidèles à leur position de principe de solution politique négociée à ce conflit. C'est ce qui ressort du communiqué issu à la fin de la visite de Boubacar Keita à Alger, le 19 janvier 2014 dans lequel «les deux présidents (algérien et malien) réitèrent leur soutien aux efforts du secrétaire général des Nations unies et de son envoyé spécial (pour le Sahara occidental) qui visent à trouver une solution politique agréée par les deux parties, le Polisario et le Maroc), conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies». Cette position de principe ressurgit dans le communiqué publié à l'issue de la visite du souverain marocain à Bamako, un mois plus tard. A cette occasion, le président malien a «réitéré son engagement à soutenir la mise en œuvre des résolutions pertinentes du secrétaire général et de l'Assemblée générale de l'ONU... et se félicite des efforts sérieux et crédibles déployés par le royaume du Maroc pour aller de l'avant vers un règlement pacifique, négocié et définitif de cette question».

Par ailleurs, et comme prévu, lorsque cela est possible, le Maroc compte sur ses alliés africains pour ressortir la question sahraouie à son avantage. C'est notamment le message délivré par le ministre guinéen des Affaires étrangères à la presse marocaine, à la veille de la visite de Mohammed VI à Conakry : «La Guinée défend et soutient la proposition d'autonomie et nous allons réaffirmer cette position» (lors de la visite du souverain marocain). En fait, la conception marocaine des relations avec les pays africains (francophones) n'a pas évolué depuis la fin des années soixante-dix du siècle passé. Sous le couvert de la promotion de relations politiques et économiques classiques se dégage un objectif non avoué qui est de contrecarrer et d'affaiblir la position de l'Algérie, voire de lui créer de sérieux problèmes dans la partie méridionale de son territoire.

Pour ce faire, et conscient qu'il ne dispose pas des moyens politiques, économiques et financiers de son voisin oriental, l'Algérie, le Maroc joue la carte Azawad et s'allie à une puissance extra-africaine, en l'occurrence la France, pour réaliser ses desseins. C'est ce qui explique le rapprochement avec le MNLA qui a lieu avec l'accord de la présidence malienne et le soutien manifesté publiquement au redéploiement politico-militaire de la France dans la région.

La carte Azawad

Après les accords de Ouagadougou, le médiateur de la Cédéao pour le Mali, le

président burkinabé, Blaise Compaoré — qualifié, à tort ou à raison — par la presse malienne de «proche soutien» des rebelles du MNLA — est pris par de sérieux problèmes de succession et d'alternance au pouvoir dans son pays, générés par une forte contestation qui s'affirme chaque jour davantage. Profitant de cette situation, le nouveau président malien tente de récupérer le processus de dialogue avec l'opposition du Nord, en s'appuyant sur l'Algérie. C'est dans ce sens que le dialogue politique national débutera à Bamako le 10 mars courant. Dans ce contexte, le Maroc, encouragé par Paris, s'est lancé dans une tentative visant à soustraire l'initiative de médiation à l'Algérie. C'est le sens de l'accueil chaleureux réservé par Mohammed VI, le 31 janvier 2014, au secrétaire général du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), Bilal Ag Acherif accompagné du porte-parole du mouvement, Moussa AG Attaher. Le roi et ses invités ont même prié ensemble dans la mosquée de la Koutoubia de Marrakech ! Le communiqué officiel publié par le palais après l'audience justifiait cet accueil par «le souci constant du Maroc de préserver l'unité territoriale et la stabilité du Mali et la volonté constante de parvenir à une solution à la crise malienne...». Selon la presse marocaine, le secrétaire général du MNA «a présenté devant le souverain un exposé sur le

Par ces temps de crise au Sahel, le volet religieux s'avère, pour le Maroc, un «produit» d'exportation peu coûteux et à forte symbolique dans cette région majoritairement musulmane.

développement de la situation au nord du Mali et a remercié Sa Majesté le roi pour son engagement dans la lutte contre la violence, l'extrémisme et le terrorisme qui menacent la région du Sahel et du Sahara».

Ce même Bilal boycotterait, à l'initiative du Maroc, les rencontres de concertation qui se tiennent à Alger avec les représentants de mouvements maliens du Nord. Mais si les contacts du palais avec les dirigeants du MNLA ne datent pas d'hier, ils n'étaient pas auparavant aussi ostentatoires et médiatisés. En effet, ce même Attaher, porte-parole du mouvement et coordonnateur de son action diplomatique en Europe s'était rendu à plusieurs reprises au Maroc, notamment en octobre 2012, pour rencontrer les responsables de réseaux militants amazighs marocains à Rabat, Agadir et Tanger, en vue de faire passer le message du Maroc qui consiste notamment à demander pourquoi l'Algérie refuse aux Maliens du Nord le même droit qu'elle défend pour les Sahraouis, à savoir l'autodétermination et l'indépendance. Ainsi, le reproche fait à l'Algérie est de pratiquer la politique des «deux poids, deux mesures» en raison de sa crainte de faire face à un supposé problème Azawad similaire, sur son territoire. Enfin, Rabat mettrait à profit le «mécontentement» de Paris contre Alger qui aurait garanti l'asile politique à Iyad Ag Ghali, chef d'Ansar Eddine, activement recherché par les Français depuis le déclenchement de l'opération Serval, en janvier 2013. Selon les mêmes sources, Paris serait «déçu par le manque de coopération de l'Algérie, depuis l'autorisation de survol du territoire algérien».

**M. Z.
(A suivre)**

Demain : «Le Maroc, un sous-traitant de la Françafrique ?»